

Sujet : l'essor économique et la montée en puissance de la Chine : chances ou menaces pour le reste du monde ?

Le sujet porte sur les conséquences pour le reste du monde, effectives et perçues, de l'essor économique et de la montée en puissance de la Chine, implicitement depuis le grand tournant de 1978 (cf. chronologie annexe). Beaucoup de candidats éprouvent des difficultés de lecture de l'énoncé. Passons sur ceux qui dissertent sur l'essor et la puissance de la Chine sans même structurer d'argumentation autour des notions de chance et de menace, mais un nombre trop élevé de candidats interprètent **les deux points** comme une conjonction de coordination et consacrent la première partie du devoir, telle quelle hors sujet, à une simple récitation de l'essor économique et (rarement) de la montée en puissance de la Chine, dans quelques cas depuis 1949 voire le XIX^e siècle. A la surprise des correcteurs, notamment à cause de la carte, les candidats traitent beaucoup mieux les aspects économiques que les aspects géopolitiques, parfois totalement escamotés par ceux qui ne font pas la différence entre l'essor économique et la montée en puissance. On se demande parfois si les candidats ont bien saisi le sens du mot géopolitique. Bon nombre d'entre eux n'interrogent pas les interactions entre le rôle croissant de la Chine dans l'économie internationale et ses ambitions politiques, jusqu'à assigner des parties bien distinctes aux aspects géoéconomiques et géopolitiques, privant ainsi le développement de toute approche dynamique du sujet.

Qu'entendre par **reste du monde** ? L'espace économique et politique ne se découpe pas seulement en Etats-nations. Les candidats oublient d'autres articulations importantes pour identifier les acteurs : gouvernements, élites dirigeantes, peuples, consommateurs, salariés, actionnaires.

Les candidats qui définissent la notion de **chances** en introduction, proposent des synonymes pertinents, au moins pour le champ économique, comme « opportunités bénéfiques à saisir ». L'ouverture économique de la Chine est sans conteste une « aubaine » pour les agents de la mondialisation qui veulent augmenter leur marge de profit ou leur pouvoir d'achat pour sortir de la crise des années 1970. Moteur de la croissance asiatique, le boom chinois sort le Japon de son marasme des années 1990. Les grands bénéficiaires de l'essor économique de la Chine sont les entreprises exportatrices en Chine de produits bruts, de biens d'équipement professionnels, de produits achetés par la nouvelle classe moyenne, les actionnaires des sociétés transnationales qui y implantent des usines (pour produire à bas coût puis vendre aux Chinois et/ou au reste du monde) et des hypermarchés, les destinataires des investissements chinois à l'étranger. La majorité des candidats oublient les consommateurs du monde entier (surtout les plus modestes) qui achètent des produits bon marché *made in China*.

Menaces, un terme excessif ou trop occidental ? P. Hassner souligne la nécessité d'« avoir recours à une géopolitique élargie qui prend en compte à la fois les intérêts, les idées et les passions »¹. Comme pour les chances, **le pluriel** indique dans le texte du sujet, qu'elles concernent autant l'économie que la géopolitique. Il suggère aussi que la notion de menace décline des acceptions multiples et nuancées qui s'appliquent à des circonstances diverses, de l'action délibérément agressive de Pékin (en l'occurrence) à

¹ In *Guerres d'aujourd'hui*, sous la direction de S. Daniel, Editions Delavilla, octobre 2008, p.457

l'agitation d'un épouvantail par ses contempteurs, en passant par toute une gamme de situations, réelles ou imaginaires mais qui sont objectivement sources d'inquiétudes pour les partenaires de la Chine, même ses alliés. Rappelons donc, avec l'énergie du désespoir, que l'introduction de la dissertation n'est pas une corvée à expédier en quelques lignes, en commençant par la citation *ad nauseam* de la phrase attribuée à Napoléon (ou à A. Peyrefitte), mais le moment de prédilection où le candidat doit procéder à une analyse fine du libellé du sujet pour mettre en exergue ses qualités de réflexion. Les introductions nous semblent moins élaborées que celles de l'année précédente, comme si les candidats avaient pensé que le sujet était plus facile et qu'il suffisait de paraphraser l'énoncé pour le décoder.

L'Etat chinois n'hésite pas à « agir pour obtenir quelque chose par la contrainte ou l'intimidation » (sens premier de menace) quand il durcit sa démonstration de force. La forte augmentation des dépenses militaires, les ambitions maritimes, les bases et facilités navales dans l'Océan Indien, les actions belliqueuses liées aux différends territoriaux sur terre et sur mer, inquiètent d'abord les voisins de la Chine, et pas seulement les Etats-Unis. La menace n'est pas un vain mot pour les Taiwanais qui voient des missiles lancés du continent voler au dessus de leurs têtes ou qui s'interrogent sur la pérennité de leur « système » en cas de réunification. Quand un gouvernement plaçant la cause du Tibet, ne veut pas risquer le boycott par la Chine des produits vendus par son pays, il cède à une indéniable menace.

Même involontaire, la menace existe sous la forme d'une « réalité objectivement dangereuse ou nuisible » (sens second du mot). Par son poids et son dynamisme, la Chine remet en cause l'ordre établi des puissances et la hiérarchie des influences. La montée en puissance de la Chine aiguise des rivalités avec les Etats-Unis, le Japon, l'Union européenne, la Russie, mais sans que cela invalide la notion de menace. Fût-ce à son corps défendant, la Chine est perçue comme une menace par ceux qui redoutent de perdre leur position acquise/dominante.

La mondialisation s'apparente souvent à une « guerre économique ». La concurrence chinoise est d'autant plus redoutable que son intensité technologique augmente. Elle devient franchement préjudiciable aux entreprises étrangères avec le non respect de la propriété intellectuelle. Evidemment, la Chine n'a pas le monopole des menaces, par exemple dans le cas des opérations des fonds souverains ou des OPA dites inamicales, visant des entreprises stratégiques (Unocal). Mais même consenties, certaines acquisitions peuvent susciter des craintes (Rio Tinto, terres agricoles). La concurrence de la Chine est jugée déloyale par ceux qui dénoncent son dumping social et monétaire. Les délocalisations exercent une pression à la baisse sur les salaires. Les ouvriers peu qualifiés des pays industriels, mais aussi comme le précisent très bien certains candidats, ceux des pays en développement, ont peur de perdre leur emploi. La mauvaise qualité de certains produits chinois exportés peut menacer la santé des consommateurs. La Chine contribue massivement à l'émission de gaz à effet de serre.

Les devoirs, peu nombreux, qui ont privilégié le **découpage géographique** (la Chine et l'Asie, la Chine et l'Occident, la Chine et les pays africains et latino-américains) ou géoéconomique (pays développés, pays en développement, monde entier) montrent combien cette approche est irrecevable, buttant sur le statut des pays développés d'Asie, et surtout le trop grand nombre d'aspects économiques universels. Quant au théâtre géopolitique, Pékin joue les mêmes parties sur tous les continents, entre réalisme calculateur et désir sincère de coopération, culte de la stabilité et initiatives brutales. Partout on rencontre le duo/duel avec les Etats-Unis. Le plan géographique pur favorise le cumul des redites et des lacunes alors que le plan dialectique n'empêche nullement les nuances géographiques, au contraire. On pouvait, par exemple dans les paragraphes consacrés aux menaces géopolitiques, distinguer l'échelle régionale (cf. la carte) du reste du monde. Telle menace peut concerner davantage les pays industriels que les PED et réciproquement. L'inquiétude taiwanaise diffère de la française.

La majorité des candidats ont construit leur dissertation sur **l'opposition chances/menaces**, préférant, non sans raison, coller au sujet et ne pas s'aventurer dans des constructions trop compliquées, fussent-elles séduisantes. Encore faut-il que chaque partie ne prenne pas la forme d'un catalogue désordonné et décousu. La qualité de l'architecture ne se limite pas au plan général. Le jury accorde une grande importance à la conduite de chaque partie. Trop de « développements » se réduisent à une énumération cursive de brèves de comptoir. Les allusions à la chronologie annexe, par simple citation sans apport personnel, ne suffisent pas. Un exemple est la matière à partir de laquelle une idée est démontrée

par un commentaire argumenté. A partir du prochain concours (2010), les indications chronologiques présentées en annexe du sujet seront fortement réduites, limitées à quelques repères.

Si l'analyse complète des enjeux économiques était possible donc souhaitable, le jury n'attendait pas une revue exhaustive des dossiers géopolitiques dans lesquels la Chine est plus ou moins impliquée, mais plutôt une démonstration typologique avec dimension géographique. Certaines questions, plus importantes que d'autres, méritent une analyse approfondie avec une mise en perspective historique. C'est le cas de la question de Taiwan ou des relations entre la Chine et l'Afrique. Certaines affirmations laissent pantois : le Tibet défini comme Etat voisin ; la Chine menaçante parce que communiste et/ou dotée de l'arme nucléaire, non signataire du Protocole de Kyoto, privée de toute conscience écologique (avec pour preuve le catastrophique barrage des Trois-Gorges) ; le « modèle chinois » alternative au « modèle capitaliste », véritable chance pour les PED. Trop de candidats expriment un goût douteux, probablement inconscient pour des représentations de la Chine plus ou moins exotiques ou zoologiques (« tigre guettant sa proie », « souffle enflammé du dragon », « vampire du milieu », « oie géante », « tortues de mer »), qui deviennent franchement déplaisantes à propos de la diaspora assimilée à une *cinquième colonne*.

Environ la moitié des candidats obtiennent une troisième partie, soit en réservant la première à un exposé des performances économiques de la Chine depuis les années 1990, qui restent suspendues dans le vide si elles ne sont pas intégrées à ses avantages pour le reste du monde (ceux-ci expliquant en partie celles-là), soit en séparant les menaces économiques des menaces géopolitiques. Dans les deux cas, la problématique du sujet se réduit à la juxtaposition de deux tableaux opposés jusqu'à la caricature, avec le sentiment dominant que la Chine est plus porteuse de menaces que de chances. Or **l'enjeu intellectuel majeur du sujet réside dans la capacité des candidats à dépasser la dichotomie**. La pertinence de la troisième partie a été le critère décisif pour distinguer les meilleures copies. **Le point d'interrogation du sujet** ponctue certes l'alternative, mais invite aussi le candidat à s'interroger sur la portée des termes proposés à sa réflexion, et par conséquent sur les éventuelles limites des menaces. Pour sortir de l'approche binaire, les meilleures copies s'efforcent de montrer que les relations entre la Chine et le reste du monde sont plus complexes qu'il n'y paraît à première vue, sans sacrifier la clarté de l'exposé. Les meilleurs candidats savent prendre du recul par rapport aux présentations trop simples des *mass media*. La « menace chinoise » rappelle « l'étreinte du samouraï », aujourd'hui bien oubliée. La demande de la classe moyenne émergente en produits animaux risque-t-elle de faire peser des tensions insupportables sur l'offre alimentaire mondiale ? Certains candidats interdiraient volontiers aux Chinois d'améliorer leur ordinaire. Mais qui voit que derrière cette « menace », ressurgit le vieux discours malthusien ? A l'inverse, la prise en compte du poids démographique de la Chine pour relativiser le PIB ou sa contribution aux émissions de gaz à effet de serre, est particulièrement bienvenue.

Pour montrer les ambiguïtés des rapports à la Chine, on peut souligner que le même fait peut réjouir les uns et inquiéter les autres, voir le même acteur. L'envolée des prix des produits bruts aux cours des années 2000-2008, due en grande partie à la demande chinoise, n'a pas le même effet selon qu'on est exportateur (pas seulement les PED) ou importateur (pas seulement les pays développés). La diplomatie chinoise n'est pas appréciée de la même manière par l'élite dirigeante de tel Etat étranger et par sa population (cf. « chance pour le Soudan »). LVMH profite des nouveaux riches chinois et souffre de la contrefaçon. Le client américain qui achète chez Wal-Mart des produits fabriqués en Chine, peut menacer son propre emploi.

Il est également judicieux de reprendre la problématique à l'envers, c'est-à-dire sous l'angle des faiblesses de la Chine. La géopolitique analyse les rapports de forces, donc aussi les faiblesses des protagonistes, à la fois adversaires, concurrents et partenaires indispensables. Le concept d'interdépendance(s) est un thème central de l'analyse géopolitique du monde contemporain. La Chine a autant besoin du monde qu'il dépend d'elle. La Chine, exposée à d'importants risques internes et encore éloignée de la parité stratégique avec les Etats-Unis, ne dispose pas de tous les moyens de ses ambitions, encore moins des moyens d'une très hypothétique volonté de domination. Le discours de Pékin sur le « développement dans la paix et l'harmonie » et sa volonté de participer pleinement à un monde multipolaire régulé par le multilatéralisme, sont étrangement ignorés de la grande majorité des candidats. Les accords de coopération mentionnés dans la chronologie restent inexploités. L'intégration de la Chine à

la mondialisation, base de son essor économique et de sa montée en puissance, présente pourtant des vertus géopolitiques. Pékin a besoin d'un environnement stable pour atteindre ses objectifs stratégiques. La crise de 1997 a consacré la Chine dans le rôle de « grand frère » responsable. Elle s'efforce depuis d'apparaître comme « un bon voisin, un partenaire constructif, un interlocuteur attentif, une puissance régionale qui ne fait plus peur ». A l'opposé de tout jugement péremptoire et définitif, les candidats pouvaient reprendre certains cas, légitimement analysés auparavant sous l'angle des menaces, pour montrer le versant de la coopération chinoise. Les relations avec Taiwan, le Japon, les pays de l'Asean, l'Inde, la Russie s'avèrent finalement ambivalentes. Le rôle de Pékin comme médiateur dans le dossier de la Corée du Nord fournit aussi un bel exemple. Au-delà du champ régional, car l'environnement de la Chine est devenu global, l'analyse économique et géopolitique du couple sino-américain est également très démonstrative. Or pour la plupart des candidats, la Chine est soit une chance, soit une menace pour Washington, mais pas les deux à la fois.

Si les faiblesses internes de la Chine et ses liens de dépendance fragilisent sa montée en puissance, est-ce pour autant une chance ? Non car le monde peut aussi s'en inquiéter. Les faiblesses de la Chine constituent en elles-mêmes une menace pour le monde : un paradoxe malheureusement très rarement exposé, comme le rôle de la Chine dans la crise actuelle. Pourtant, elle est durement touchée et, comme banquier des Etats-Unis, détient une part de responsabilité à la fois dans les origines de la crise et les moyens d'y remédier. Le plan de soutien à l'économie, annoncé par Pékin en octobre 2008, est l'occasion de modifier en profondeur son mode de croissance, par un double rééquilibrage entre les exportations et la consommation intérieure d'une part, le productivisme et le développement durable, d'autre part. Sa réussite bénéficiera à court terme au reste du monde qui aurait beaucoup à craindre d'une brutale déstabilisation de la Chine, à long terme car la « croissance harmonieuse » de la Chine résoudra certains problèmes perçus comme des menaces.

Passons sur les **conclusions** des dissertations qui prescrivent des devoirs à la Chine ou proposent au monde des recettes pour lui résister. La quasi-totalité des conclusions ne sont que des résumés répétitifs. Elles n'apportent pas de réponse nuancée à la problématique du sujet, qui est une question. L'actualité permet aussi d'ouvrir quelques prudentes perspectives sur la place de la Chine dans le nouvel ordre mondial qui semble s'esquisser à la faveur de la crise et de la nouvelle donne américaine. Mais évitons d'émettre des prédictions à l'horizon 2050.

Les copies superficielles, imprécises et lacunaires sont presque toujours écrites dans un style relâché. Mais la majorité des candidats maîtrise à peu près la syntaxe, plus mal l'orthographe. Nous attirons l'attention des candidats sur deux points : la nécessité de matérialiser la progression du raisonnement, à l'intérieur de chaque partie, par des alinéas ; l'abus exaspérant des conjonctions de coordination en guise d'enchaînements logiques. Quelques candidats ont cru bon de faire un croquis, presque tous sans intérêt par rapport au traitement du sujet. Rappelons que cet exercice n'est pas demandé et qu'il est plus judicieux de consacrer davantage de temps à la réflexion sur la carte. **Mêmes partielles par rapport au sujet, les informations de la carte doivent explicitement étayer des arguments développés dans la dissertation.**

Le sujet est-il insuffisamment ou trop sélectif ? Le faible nombre de très mauvaises copies et le nombre élevé de notes médiocres/moyennes (8-11) témoignent des connaissances acquises par la majorité des candidats et de l'intérêt qu'ils manifestent pour le thème proposé. On peut déplorer le contingent habituel mais toujours étonnant, de « perles » (« la production bad game ») et, plus grave, d'énormités. On regrettera davantage cette année que si peu de candidats aient réussi à discerner toutes les facettes du sujet. La dissertation serait, entend-on dire parfois, un exercice trop rhétorique, inadapté à la formation d'un futur cadre d'entreprise. S'il le fallait, la lecture des copies du concours 2009 conforte notre conviction. Analyser la réalité du monde contemporain pour en comprendre la complexité et saisir la vérité au-delà des préjugés ambiants ; sélectionner et ordonner les informations ; argumenter avec fermeté et cohérence ; formuler sa pensée dans une langue claire, précise et nuancée : la dissertation est en effet un exercice de haut niveau intellectuel. Pertinent aussi puisque les 499 admissibles (sur 2403 candidats présents pour l'ESSEC voie S) ont obtenu une note moyenne de 13 à l'épreuve, supérieure au seuil d'admissibilité.

Correcteurs : Dominique Hamon, Nicole Anquetil, Nicolas Balaesque, Luc Berger, Pierre Biard, Patrick Bontoux, Michel Bouliou, Pascal Brouillet, Martine Citron, Franck Favier, Marguerite Graff-Langlois, Ivan Serge Keller, Jean Kogej, Marie-Gabrielle Lachmann, Hélène Lafaye-Fouhety, Yannick Le Fur, Pierre-Yves Legras, François Martin, Alain Michalec, Anne Michelin, Stéphanie Morillon, Yves Morla, Frédéric Munier, Martine Piffault, Traian Sandu, Marie Stern, Cédric Tellenne, Vincent Thébault, Denise Vallat.